

Abt. 15
77

77.

3497-8-1-20

Manuscrit
de feu M^r. l'abbé Weiss
de Münster.

15, 77

Essai

D'un premier antidote
au prétendu préservatif
trouvè dans une lettre de
L'auteur du Coup d'oeil,
Du 30 aout 1803.



J. M. J.

Messieurs, entre les p^{re}misses
reflexions, et arguments, que nous avons
vus jusqu'ici et qui demontrent
abandonner qu'en adherant,
purement et simplement aux
Concordats vls-à-vls de la puissance
civile, on adhere en meme temps
aux Articles Organiques, en voici

encore un qui joint aux autres, ne
paraît remplir le défi que fait
l'auteur du *Préservatif* &c. page 24.

Quiconque à la requisition du
Gouvernement, ou pour valoir
devant lui, fait la Déclaration pure
et simple ²⁹ 66 d'adhésion au concordat
promet ou du moins doit être censé
promettre de se conformer à la
2^{me} partie du 1^{er} article du
concordat selon le sens que le
Gouvernement a ³⁰ légalement ⁶⁶
manifesté attacher à cette partie.
Quand on est interrogé publiquement
par la puissance civile en matière
de religion, il est du devoir de tout
chrétien de répondre dans le sens
que cette puissance a suffisamment
manifesté attacher à cette

interrogation; car de répondre
dans un autre sens, ce serait tromper.
Or par l'apposition légale des
articles organiques à la convention
du 26 messidor, et la publication
légale d'iceux comme organiques
de cette convention, le Gouvernement
a ³⁰ légalement ⁶⁶ manifesté
qu'il entend que le chef de l'Eglise
en consentant et approuvant
cette 2^{me} partie a reconnu dans
la puissance temporelle qui
gouverne la France, le pouvoir
de faire, touchant les cultes
catholiques des règlements de
police tels que ceux qu'il établit
et publie comme nécessaires à la
tranquillité publique. Effectivement

il n'est personne qui, parvenu
aux articles organiques après la
lecture du concordat, n'ait dit ou
pensé : voilà donc les réglemens
de police que le gouvernement
entend par le 1er article du
Concordat. Surtout connoissent
comment ces articles ont été
présentés au Corps Législatif
et comment ils ont été publiés.
Le Gouvernement a donc légalement
déterminé quels sont les réglemens
de police repris audit 1er article
et aux quels devront se conformer
ceux qui exerceront publiquement
le culte catholique. Ainsi tout
ministre de ce culte, qui a la
requête du Gouvernement ou
pour valoir devant lui fait la

2
Déclaration pure et simple
d'adhésion au concordat, doit
être censé promettre de se conformer
aux articles organiques.

Si le Gouvernement eût publié
le concordat sans déterminer les
réglemens de police qu'il entendait
prescrire à l'exercice public du
culte catholique, quiconque auroit
déclaré d'adhérer au concordat
en général ou que le Gouvernement
jugeroit dans la suite nécessaire
à la tranquillité publique : ainsi
après que le Gouvernement a
légalement déterminé quels
sont les réglemens de police qu'il
juge nécessaires à la tranquillité
et à l'observation desquels est
attachée la permission qu'il

accorde d'exercer publiquement le
culte catholique, quiconque declare
„ purement et simplement „
d'adhérer au concordat, doit être
censé et regardé pour adhérent
et se soumettant à ces reglemens
„ légalement „ déterminés et
publiés.

L'on objectera vainement que
le gouvernement ne peut être censé
vouloir qu'on promette ou qu'on
s'oblige de se conformer à des
reglemens contraires aux principes
de Religion Catholique apostolique
et Romaine dont il garantit le
libre exercice par la 3^e partie du
1^{er} article du concordat; ce qui
seroit en outre en opposition manifeste
avec les maximes dont il fait

profession par l'organe de son
fameux Orateur Portalis, qui dit
que „ que quand on admet ou que
l'on conserve une religion, il faut
la régler d'après ses principes —
que la religion en soi, qui a son
asile dans la conscience, n'est
pas du Domaine direct de la loi
et autres semblables.

Pour juger sainement de ce que
le gouvernement entend par la
3^e partie du 1^{er} article du
concordat et par ces différentes
maximes, il faut en juger par ses
operations et par la fin qu'il se
propose: qu'il a suffisamment
manifestées. L'on voit l'asservissement
de la puissance spirituelle à la
puissance temporelle démontrée.

videmment qu'il ne permet que le
libre exercice de la religion
catholique, apostolique et romaine
entendue a la mode⁶⁶, qu'il
n'admet pour vrais principes
de cette religion, que ceux qu'il
a lui même reconnus pour tels⁶⁶
d'après les prétendues lumières
de la raison et de la philosophie
conformément à ce que son auteur
dit que la religion catholique
nous fait un devoir de n'en
admettre sans examen, et qu'il
ne reconnoît de liberté de
conscience en matière de religion,
sur tout par rapport à la religion
catholique, que pour les actes
purement intérieurs ou domestiques
dont l'exercice n'est pas public;

5
mais en cas qu'on l'exerce publiquement
il veut qu'on observe strictement
les règles prescrites: Or, s'il peut
vouloir qu'on les observe
strictement sans être en
contradiction avec les principes,
il peut aussi vouloir qu'on promette
de les observer, car si la promesse
d'observer une loi gêne la
conscience, l'observation effective
doit gêner pour le moins autant.
Et reste il n'est obligé à proprement
parler aucun ministre catholique
d'exercer publiquement son culte,
mais en cas de tel exercice, il
exige qu'il se soumette aux règles
prescrites, et même qu'il promette
auparavant de les observer. Voilà
liberté de conscience qu'il permet

et qu'il accorde. 99 Nul ne peut être
empêché d'exercer, en se conformant
aux loix le culte qu'il a choisi,
disoit la loi du 4 Vendémiaire
en A. C'est donc toujours à peu
près le même langage.

Les ci-devant parlemens de France
L'empereur Joseph II., les
crapuleux Députés de l'estaminet
d'Emms (a) Le fameux Firus,
Evêque de Bistole, son agent &
Directeur et ses co-operateurs,
généralement tous les jansénistes
couverts ou manifestes, qui n'ont
pas peu de part dans tout ce qui
se fait actuellement en France
ne prétendent-ils pas accorder,
(a) " C'est la 1. Dans une taverne
de village, disoit un célèbre auteur,

6
ou protéger, promouvoir &c. le libre
exercice de la religion catholique,
apostolique et romaine, admettre
" parlant des Députés au congrès d'Emms,
" que le ver à la main, Fébronius,
" Eybel. et l'encyclopédie sur le
" bureau; ces fideles agents du
" Philopshisme illuminés, s'érigeant
" en arbitres supérieurs et en
" réformateurs plénipotentiaires
" de l'Eglise et de son chef, de
" la discipline et du Dogme,
" fionçant tout, bravant tout,
" comptant pour rien les canons
" et les conciles, renverseront de
" fond en comble toute la vieille
" économie de la religion et se
" organiseront à leur fantaisie un
" monstre de constitution ecclésiastique,

tous des vrais principes et la vouloit
gouverner d'après ses véritables
regles? ils faisoient certainement
aussi profession de ne vouloit

modèle de celle qu'enfanteoit
« bientôt l'Assemblée impie des
« François; Constitution dans
« laquelle ils feront vertueusement
« figurer leurs commettans
« comme autant de Papes,
« indépendans du Pape constituant
« qu'ils auront fabriqué, et
« auquel ils auront à peine laissé
« un titre oïseux, qui le rendra
« étranger du Gouvernement ou
« Corps pastoral, et par là même,
« à celui de l'Eglise universelle.

7.
aucunement tyranniser les
consciences, et de reconnaître que
la religion n'est pas du domaine
direct de la loi; cependant qu'avons
nous vu, lu ou entendu? Quand
on veut tromper, surtout en
matière de religion, il faut
mettre le masque ou tout au
moins se parer de parer de
belles fleurs. C'est la ruse commune
et usée de tous les royauteurs.
Tout le monde, soit soit peu
instruit, voit clairement que
le gouvernement actuel, par le
moyen des articles organiques,
ne fait que mettre la dernière
main à la mise en exécution
du plan ébauché par ces messieurs,
et que comme eux il regard plusieurs

principes incontestables de la religion
catholique, apostolique et romaine
pour des opinions ultramontaines
dangereuses ou nuisibles à la
puissance civile qu'il veut rendre
maîtresse de tout. Dans ces sortes
de cas il faut donc juger de l'arbre
par ses fruits et non par ses feuilles,
et des fruits de l'arbre par eux-
mêmes et non par la belle
apparence où la beauté de ses
fleurs: 99 ex fructibus eorum
cognoscetis eos; - Il y auroit encore
à faire beaucoup de choses à dire ou
à faire remarquer, mais cela nous
meneroit trop loin; revenons
donc au point principal et
confirmons notre première conclusion.

par un exemple sensible.

8
Supposons que dans l'intervalle
qu'il y a eu entre la signature du
concordat par les Députés respectifs
et la ratification par le Pape, le
gouvernement lui eût fait parvenir
par un exprès, la copie, conforme
authentique du projet de Loi
contenant la convention du 26
mars 1801 et ses articles organiques,
en lui signifiant qu'il étoit résolu
de le présenter tel au corps
législatif pour être sanctionné.
Dans ce supposé, je demande.
Si le Pape auroit pu déclarer et
ratifier qu'il adhéroit au Concordat
que ses Députés avoient signé à
Paris sans y mettre une clause
suffisamment exclusive des articles

organiques? 2^e. Si non obstant cette
connaissance, authentique, si il
avoit encore, purement et simplement
signé et ratifié l'edit concordat,
n'auroit on pas dit et conclu avec
raison qu'il consentoit et approuvoit
ces articles? Quant au Gouvernement
il est hors de doute qu'il l'auroit
regardé ainsi; pour que de cela seul
que le Pape a signé le concordat,
il a conclu et publié, par l'organe
de son orateur, qu'il avoit consenti
et approuvé les articles organiques
quoiqu'il lui constât qu'il n'en
avoit eu aucune connaissance
auparavant, il me paroit absolument
qu'on doit dire la même chose
de tous les ministres du culte
catholique qui ont fait la Déclaration

6
9
pure et simple, d'adhésion au
concordat. Car par publication
solennelle de la loi du 24 Germinal,
le Gouvernement lui a fait connaître
aust, authentiquement, le sens
dans lequel il entend la 2^{me} partie
du 1^{er} article du concordat, de
même que la volonté touchant
les articles organiques, qu'il
l'auroit fait au Souverain
Pontife dans le Supplément que nous
avons fait. Ainsi si le Pape
dans ce cas auroit été censé avoir
consenti et approuvé les dits
articles, et si il n'y a point de
doute que le Gouvernement l'auroit
regardé pour tel il me paroit
suivre clairement que tout ministre
du culte Catholique, qui après l'ave

publication de la loi du 24 germinal
fait la déclaration *99* pure et simple
d'adhésion au concordat, doit être
cette consentir et approuver ces
dits articles et s'y soumettre, et
qu'il n'y a point de doute que le
gouvernement le regarde pour tel,
quand bien même quelques uns
de ses agents auroient déclarés le
contraire. Si cela est, l'on aura
bien grand sujet de dire comme,
St Jérôme du temps des Ariens:
L'univers a gemi de se voir orgueilleux.
Voilà, je crois, le dést de l'auteur
du *Préservatif* rempli et son
premier cheval de bataille renversé.
Il peut maintenant remplacer
son insolent *99* *vidum teneatis armis*,
par l'exclamation modeste et

10
plaintive de l'auteur du *Sophisme*
desoile: *99* *Gallia? magna est velut*
mare. contritio tua, et y ajouter:
99 *quis in debitor tui?* *66* pendant
que nous continuerons avec le
Prophète Jérémie: *99* *Propheta*
tui viderunt tibi falsa et stultas
nee aperiebant iniquitatem, ut te
ad poenitentiam provocarent. *66*

Et qu'on ne dise pas que le Pape
a suffisamment réclariné pour tous
les autres ministres de l'Eglise;
car le gouvernement exigeant de
ces ministres une déclaration
particulière, qui d'après les
circonstances et son insertion
suffisamment manifeste, est
approbative des articles organiques
et par conséquent de l'erreur, il a

L'endroit qu'ils ne peuvent y souscrire
sans exclure suffisamment les dits
articles.

De plus il est très apparent et
très vraisemblable que conformément
aux principes erronés rapportés
pour trois principes de la religion
catholique par Portalis en la qualité
d'organe du Gouvernement, dans
son discours au Corps législatif où
il dit que le pouvoir en matière
spirituelle réside dans l'Eglise et
non dans le Pape - que l'autorité
du Pape n'est que celle d'un chef
d'un premier administrateur etc.
Le Gouvernement cherche par cette
déclaration de tous les ministres
de la nouvelle Eglise gallicane
l'approbation au moins implicite de la

11
doctrine contenue dans les articles
organiques du 26 messidor, ainsi que
le fameux Evêque de Lisieux a taché
de faire de toutes les curies de son
Diocèse, afin d'éluder, ou, au moins
de diminuer l'autorité et le poids
de la réclamation du Pape contre ces
articles, et de toute autre condamnation
ou réprobation de la doctrine y contenue.
qui dans la suite pourroit venir
de sa part, n'étant selon lui
qu'un premier administrateur
qui tient tout son pouvoir et
toute son autorité de l'Eglise,
comme le premier Consul la tient de
la nation Française, et afin de
prouver par le fait ce que son
orateur Portalis a fermement
avancé, savoir que les articles organiques
de la dite convention ne sont que

par l'expression et la déclaration de
ce que croient et de ce que pratiquent
les Catholiques. 66

J'aurois pu vous faire plusieurs
autres observations sur cet écrit
rempli d'injures, d'invectives, de
faux supposés &c &c, mais je laisse
cette tâche à celui qui, mieux que
tout autre, a su jusqu'ici développer
les faux raisonnemens rappeler ou
confondre les partisans, fauteurs ou
approuvateurs des erreurs dominantes.
Ce seroit beaucoup pour moi, si par
ces réflexions que je vous envoie,
je pourrais fournir à la hâte un
premier antidote au Preservatif
empoisonné, en attendant que le
médecin expert arrive, et aussi
prémunir ceux qui sont faciles à
se laisser éblouir par de faux brillans

12
contre les pièges de toute espèce
qu'on leur tend de tous les côtés.
Si je puis atteindre ce but, Dieu
en soit loué. J'ai l'honneur d'être,

Notre très humble et obéissant
Serviteur

Ter. P. S. L'on dira peut-être que
le mot „ Concordat “ signifie la
même chose „ qu “ accord, convention “
c'est à dire ce dont on convient,
et par conséquent, dans le cas présent,
ce dont le Pape régnant, Pie VII.
et le Gouvernement François sont
convenus le 26 Mars l'an IX.

Or, il est certainement permis
d'adhérer „ purement et
simplement “ à ce dont ils sont
convenus. Ainsi il est permis
d'adhérer „ purement et simplement “

au Concordat (6)

« (6) La difficulté ne gît pas dans
« la signification du mot, concordat
« d'après son origine et étymologie,
« mais à savoir ce que le Gouvernement
« veut entendre par ce mot dans
« nos circonstances; Or il me paraît
« prouvé ici et ailleurs que le
« Gouvernement sous le mot
« Concordat entend ainsi les articles
« organiques et voici encore un
« argument qui vient à l'appui;
« lire de Lucien Bonaparte, Orateur
« du Tribunal le 36 Germinal
« devant le corps législatif, le
« Concordat rétablit tout ce qui est
« utile, il écarte tout ce qui est
« superflu et abusif, il reconstruit
« à la religion Catholique, Apostolique

« Par le mot, concordat ou
« accord, convention, ^{bb} on n'entend
« pas seulement ce dont on convient
« mais, encore et même plus
« communément l'acte extérieur
« rédigé ordinairement avec certaines
« formalités pour exprimer ou
« manifester ce dont on est convenu.

« Et romaine dans partie du clergé
« séculier nécessaire au service public,
« et il a dégagé de toute armée
« monastique indépendante de
« l'Épiscopat, ^{bb}. Cet orateur
« attribue au Concordat ce qui est
« établi par les seuls articles
« organiques, donc il est évident
« qu'il entend les articles organiques
« sous le nom de Concordat.
« Note de l'Éditeur.

Ainsi adhésion au concordat import
ou adhésion à ce qui a été convenu
entre Pie VII. et le gouvernement
français, ou adhésion à cet acte
extérieur qui a été publié par le
même gouvernement, et qui nous
est présenté comme exprimant et
contenant, ce dont Pie VII. et
le gouvernement sont convenus
où il importe l'une ou l'autre,
où plutôt l'une par l'autre. —
Quand le gouvernement nous
demande adhésion au concordat
il ne nous demande pas adhésion
à ce qui a été convenu vaguement
et indéterminément, mais à ce qui
a été convenu et qui est déterminé
par cet acte extérieur qu'il nous a
légalement publié comme exprimant
et contenant ce qui a été convenu.

12
Il demande donc adhésion à cet acte
extérieur et par lui adhésion à ce
qui a été convenu. Or, le concordat
pris pour cet acte extérieur, est
entendu dans un sens par le
gouvernement et dans un autre
par le Pape comme il en résulte
par les articles organiques opposés
postérieurement à cet acte extérieur
de la part du gouvernement et
par la réclamation du Pape
contre ces articles. En effet le
gouvernement prétend, que le
Pape en admettant la 2^e partie
du 3^e article du concordat a
reconnu et avoué qu'il avoit le
pouvoir de faire des réglemens de
police tels que ceux qu'il établit
par les articles organiques: et que
le Pape a admis par la signature

et ratification du Concordat ces
articles organiques, n'a pas
explicitement comme il en conde
par l'allocution du St Père du
24 mais 1802, mais implicitement
comme étant les Corollaires, les
conséquences nécessaires et le
développement naturel de la 2^{me}
partie du 1^{er} article, laquelle selon
qu'elle est publiée par le Gouvernement
dit nettement: " son culte sera
public en se conformant aux
réglements de police que le
gouvernement jugera nécessaires
à la tranquillité publique (C)

" (C) : le Gouvernement; a fixé
avec ce chef : le R^gne; le Régime
" sous lequel les catholiques
" continueront, à professer leur
" culte en France; tel est l'objet de

15
le Gouvernement donc prétend
que le R^gne par là à reconnu et
avoué dans le gouvernement de
pouvoir faire des Réglements

" la convention entre le Gouvernement
" Bie VII, et des articles organiques. 68

Portalis dise, au Corps législatif.

" je ne fatiguerai pas votre attention
" par l'examen des pièces initiales
" de chaque décret, ils sortent tous
" comme autant de corollaires des
" principes qui ont dû déterminer le
" Concordat.

Simeon, au nom de la commission
chargé de l'examen du projet de loi
relatif au concordat et des articles
organiques.

" Etinde, " selon les paroles ci dessus
" citées des organes du Gouvernement
" le régime de la religion catholique

de Police tels que ceux qui sont établis
par les articles organiques, et même
qu'on ne peut voir en tout cela
que l'expression et la déclaration
de ce qui existait et de ce que
pratiquent ceux qui appartiennent
au culte catholique, voilà ce que
prétend le gouvernement; le
Pape prétend le contraire, ils
ne conviennent donc pas de ce
qu'ils ont convenu, ils ne sont
pas d'accord sur l'objet du
concordat et sur le concordat
même; non obstant cette contradiction

en France, qui fait l'objet de la
" et des articles organiques
" a été fixé par le gouvernement
" ensemble le Pape: et 2^e dans leur
" 1^{er} sens, les articles organiques sont

le gouvernement fait exécuter le
concordat conformément au sens

" autant de corollaires qui découlent
" des principes; qui ont dû déterminer
" le concordat: Or, qui consent au
" principe, consent au moins,
" implicitement aux corollaires
" et conséquences qui en découlent.
" donc, dans leur sens le Pape
" en consentant au concordat, a
" consenti implicitement
" aux articles organiques, car en
" consentant au concordat en doit
" être censé consentir aux principes
" qui ont dû déterminer le concordat
" &c. Note de l'éditeur.

qu'il lui a attribué, et qu'il prétend
être le sens véritable et naturel
dans lequel on doit prendre cette
2^{me} partie du concordat ou de cet
acte extérieur, rédigé pour exprimer
le commun accord, et il exige que
les ministres du culte catholique
avant d'être autorisés d'exercer
publiquement leur ministère,
fussent la Déclaration, 99 pure et
simple, 66, d'adhésion au concordat
sans permettre d'y ajouter,
99 entendu dans le sens du Souverain
Pontife, 66 c'est donc un signe
évident qu'il demande adhésion
au concordat ou à cet acte extérieur,
appelé concordat, 99 entendu dans
le sens, 66 d'autant plus qu'on
connoît assez qu'il regardoit le sens

17
contraire comme base sur des
opinions ultramontaines
pernicieuses à l'Etat. (D).

" (D.) B ref. le concordat dans le
sens du Pape étoit pour le
retablissement de la religion
autant que la chose étoit
dans les circonstances possible
en France, le concordat au
contraire dans le sens du
Gouvernement, légalement
manifesté, principalement
par la loi du 26 germinal est
destructif de la religion sous le
masque de la protection.
malheureusement on l'exécute
sous le nom emprunté du Pape
dans le sens du Gouvernement
et l'adhésion se demande de
nous pour satisfaire au

2^m. L. S. ajoutée par l'Editeur
il paroît qu'on veut encore faire
beaucoup valoir à Namur, pour
la justification des Déclarans
du 24 messidor, un argument
qui me paroît bien caduc, savoir
que le Préfet dans l'arrêté
qu'il a porté le 24 messidor

" Gouvernement et par conséquent
dans son sens : et l'on doit donc
savoir qu'en répondant à la
puissance civile, il faut lui
parler d'après le sens connu
qu'elle attache à ses expressions
et si ce sens est douteux, il faut
l'expliquer, ce qui est surtout
nécessaire en matière de Religion.
Note de l'Editeur.

18
an X a outrepassé ses pouvoirs,
et qu'il n'y étoit pas autorisé
du moins en ce qui concerne
l'engagement envers les articles
Organiques, d'où on prétend
deduire que la Déclaration du
24 messidor n'étoit pas
approbative ni fautive des
articles Organiques : mais qui
est ce qui dit que le Préfet
n'étoit pas autorisé à cela ?
est ce le Gouvernement ? Est
ce le Préfet lui même ? Le
Préfet n'a-t-il pas constamment
soutenu la légitimité de son
arrêté dans toute son étendue ?
la sentence du grand juge de
Paris dans l'affaire des curés
du Canton de Walcourt, n'a-t-elle

pas confirmé les prétentions
et les démarches du préfet, et
le préfet n'a-t-il pas eu gain de
cause vis-à-vis le gouvernement
contre l'Evêque qui vouloit
alors modérer ? mais supposons
pour un moment, que le Préfet
au 24 Messidor ait outragé les
pouvoirs, lui donnés par le
gouvernement. le corrigeroit
on alors ? et bien ne le corrigeroit
pas, comment cela peut-il servir
pour justifier les Déclarans ?
au rest, quoiqu'il en fut, supposons
que le Préfet ait exigé engagement
envers les articles Organiques
sans y être autorisé par le gouvernement
dans ce supposé même il me paroit
indouitable que les déclarans, en

19
faisant, purement et simplement
à la préfecture la Déclaration
du 24 Messidor, et y recevant,
comme ils recevoient l'attestation
de l'avoir prêté, pour se conformer
à l'arrêté, et faisant usage de
cette attestation pour obtenir la
liberté d'exercer leur ministère
publiquement dans les Eglises,
demontreroient par chaque de
ces démarches, au moins vis-à-vis
du Préfet, la volonté d'être conformes
à son arrêté, par conséquent de ne
jamais enfreindre ni éluder les
articles Organiques, qu'on sait
cependant être destructifs de la
religion : Or, il n'est jamais
permis, à personnes de montrer
telle volonté vis-à-vis de qui qu'en

se soit; puisque cette volonté est
approbative ou du moins fautive
d'articles destructifs de la religion,
et à plus forte raison cela n'est-il
pas permis à un ministre de
l'église dans la circonstance où
il est interpellé officiellement
vis-à-vis d'un agent du Gouvernement;
ainsi il me paraît que l'argument
ci-dessus mentionné relativement
à la justification des docteurs
est bien caduc ou plutôt nul
et de nulle valeur. Que dirai-je
à présent de ceux qui fonctionnent
publiquement en vertu de
l'attestation du Préfet? Leurs
fonctions n'étoient-elles pas
approbatives du crime, au moins
vis-à-vis du Préfet? Et cette

20
considération ne devoit-elle pas
gêner pour assister à leur messe?
Ce sont des questions délicates
dans lesquelles je ne veux pas
entrer. Quant à l'adhésion
pure et simple ou concordat
exigé par le Gouvernement ou
pour valoir devant Lui, j'ajouterais
un mot, savoir que je ne saurois
jusqu'ici me persuader que le
Gouvernement n'exige par là
que l'adhésion aux **XXII** articles,
les articles organiques exclus,
tandis que le Gouvernement
ne reconnoît que le concordat
du 26 Germinal, et qu'il défend
l'exclusion et de séparer les articles
organiques dans la Déclaration
d'adhésion; tandis que s'il

n'entendoit point d'astreindre
qu'à l'adhésion aux XVII. articles,
une seule proposition de la part
suffiroit: je renvoie aux
lumineuses dissertations de
M^r Stevens sur cette matière.
il est vrai que pour plaire à
l'auteur du *Préservatif*, il
auroit dû nous abandonner au
99 *Si carus carco ducatur in*
præstat, ambo in foream cadunt
mais moi je crois au contraire
qu'il exerce des actes d'une
grande charité, quoiqu'il n'ait
aucune mission spéciale, en
nous avertissant, et en nous
empêchant de tomber dans les
précipices où nous conduit la
marche des agents du gouvernement.

21
où celle des nouveaux Evêques etc.

Voici une pièce récente qui doit
suffire, me paroît-il, pour faire
ouvrir les yeux et nous mettre
de plus en plus sur nos gardes
non obstant les prétendues
bonnes nouvelles; cette pièce
étoit adressée à un ancien curé
qui est du nombre des exilés
pour s'être refusé à la déclaration
du 24 Messidor par la seule
crainte de s'engager envers les
articles organiques. Voici la
copie de cette pièce.

Namur Samedi 6 août 1803.

Le Conseil Episcopal de Namur
à M^r N...

ancien curé de...
l'arrivé du chef Suprême de l'état

dans la ville de Nîmes sera pour
elle une époque d'autant plus
heureuse, que la présence du grand
homme pacificateur aura donnée
par sa modération et son indulgence,
l'espoir de la tranquillité et de
l'union, à un Diocèse que quelques
esprits avoient malheureusement
divisé.

Le Prélat comme un bon Père,
se plâta de leur cause devant lui et
à demander grâce pour eux; un seul
mot de votre bouche; une amnistie
générale que vous prononcerez,
dit au jet Consul, et la paix
sera rendue à tout mon Diocèse.
— C'est à vous, répondit-il à
l'Evêque à les absoudre, s'ils donnent
des preuves de repentir et ensuite
je les amnistierai.

Il vous sera bien aisé, Messieurs,
de profiter de l'indulgence qui vous
est offerte: avouer votre faute et
soumettre vous; Le Prélat vous
pardonne, et le plus grand homme
de notre siècle attache sa gloire
à vous amnistier.

Notre Père commun, à ses bras
ouverts pour vous recevoir, il
espère que vous lui donnerez la
consolation de vous y tenir sans
retard, et tout le passé sera oublié.

Le serment que vous viendrez
prêter du concordat entrera dans
la preuve de votre attachement
et de votre soumission aux lois de
l'Eglise et de l'Etat; vous ne sa-
vez marquer et pas sans doute de vous
empresser à donner cette consolation
à l'un et à l'autre, il sera glorieux

pour vous d'avoir coopéré par
votre retour à votre devoir, au
retablissement de la paix et de la
tranquillité.

Signé St. Bourgeois Secrétaire

Il apprend qu'on a changé la pièce
et dessus dans une phrase de la manière
suivante "Le serment du Concordat
" que vous viendrez prêter entre les
" mains, sera la preuve de votre
" attachement et de votre soumission
" à l'Eglise et à l'Etat et celle ainsi
changée étoit signée " Clément de
" de Chesny Vicaire général " mais
malgré ce changement, il n'est pas
difficile d'apercevoir le venin
qu'on présente aux exilés dans cette
pièce; car il faut que les exilés, pour
être admis à prêter leur serment,

25
donnent des preuves de repentir &c.
par conséquent il faut qu'ils avouent
que la Déclaration du 24 Marsidor
étoit licite et obligatoire; et que
ceux qui s'y sont refusés, sont en
cela coupables, par conséquent il
faut qu'ils approuvent ce à quoi
la religion et la conscience leur
a fait, un devoir de se refuser et
de s'opposer. Il espère que ceux
qui ont jusqu'ici résisté à l'erreur
et à l'irritation, et qui se sont prévenus
de tomber dans les différents pièges
qu'on leur a tendus, n'auront pas
la faiblesse ni la lourdesse de donner
dans celui-ci, d'ailleurs fort mal
déguisé.

L'on me rapporte aussi que
M. N... et N... étoient d'intention
de répondre qu'ils protesteraient de leur

profond respect envers l'Eglise et
l'Etat &c: mais qu'ils devoient
penser que la faute prétendue de
leur part étoit de n'avoir pas
obtempéré à l'arrêté du 24 messidor
lequel présentoit l'adhésion aux
articles organiques. Sur tout si on
réfléchit à l'arrêté du 7 Brumaire
qu'ainsi la faute que les non-déclarans
doivent⁹⁹ prouver & dont ils doivent
se des preuves de repentir, 66 est
de ne pas avoir acceptés les articles
organiques, comme l'objet de leur
obéissance &c. nous voyez donc
qu'ils sont présumés contre les
piège cependant ne nous fions
jamais sur nos lumières et nos
forces; mais sur la miséricorde du
Seigneur, que nous devons sans cesse
implorer avec une grande confiance

26
et une profonde humilité. Ainsi
soit il.

Nota. La lettre d'amnistie
de Namur rapportée et dessus a
été adressée non seulement aux exilés
ou deportés pour cause de refus de
la Déclaration du 24 messidor, mais
aussi à ceux qui l'après l'avoir reçue
l'ont retractée, mais en tout seulement
et dans le cas qu'elle contiendrait
engagement envers les articles
organiques la laissant subsister et
la confirmant pour le reste, tels
que les huit cures du canton de
Walcourt que le préfet condamne
à l'exil ou deportation par son
arrêté du 7 Brumaire, posant pour
fondement et déclarant ouvertement
que par son arrêté du 24 messidor
il a présenté aux Eclesiastiques les

articles organiques comme l'objet
de leur obéissance. N. ore de l'éditeur.



